



Photo: © Arne Hoel / World Bank

PRINCIPAUX MESSAGES

- Réduire l'inégalité entre les sexes peut favoriser la croissance, mais les preuves à cet égard sont limitées au-delà des inégalités en matière d'éducation.
- Au fur et à mesure que les économies se développent, il est démontré que le droit de regard des femmes sur la prise de décision au sein du ménage augmente. Les attitudes discriminatoires à l'égard de la violence familiale et l'expérience de cette violence sont plus persistantes.
- La croissance économique n'a pas d'effet robuste sur l'emploi des femmes dans les pays en développement. La segmentation du marché du travail entrave l'autonomisation des femmes.

La croissance économique et l'égalité des sexes

La croissance économique profite-t-elle autant aux femmes qu'aux hommes ? Si ce n'est pas le cas, comment peut-on s'attaquer aux inégalités entre les sexes ? Inversement, l'égalité des sexes peut-elle promouvoir la croissance économique ? Est-ce qu'il existe des solutions gagnant-gagnant, favorisant simultanément l'égalité des sexes et la croissance économique ?

QUELS SONT LES ENJEUX ?

La question de savoir si la croissance économique profite également à l'ensemble de la population, y compris les hommes et les femmes, demeure une question clé en matière de politiques et de recherche. Malgré une croissance économique constante au cours des dernières décennies, y compris dans les pays à faible revenu, d'importantes inégalités entre les sexes persistent.

Celles-ci ne sont pas seulement pertinentes du point de vue des droits et de la justice, mais il y a aussi une attention croissante au lien inverse, à savoir l'impact de l'inégalité entre les sexes sur la croissance économique. L'exclusion des femmes des possibilités de participer et de contribuer à la croissance signifie que le bassin global de talents est inférieur à ce qu'il pourrait être. Des taux de fécondité élevés peuvent également empêcher les femmes de

RECOMMANDATIONS

- Comme les liens entre la croissance économique et l'autonomisation des femmes ne sont pas bien compris, l'égalité des sexes doit continuer à être défendue comme un objectif en soi.
- La recherche et les politiques doivent explorer davantage la façon dont les liens peuvent être exploités. Les recherches du programme CEDEF suggèrent les domaines prioritaires suivants: l'éducation, la discrimination positive, l'inclusion financière, l'infrastructure, les services de garde d'enfants

développer leur capital humain et d'investir dans celui de leurs enfants, ce qui entrave leur potentiel de croissance.

La promotion de l'égalité entre les sexes au moyen de politiques et de programmes ciblés peut donc se traduire par une solution gagnant-gagnant pour l'égalité et pour la croissance économique. Cela peut renforcer les arguments en faveur des investissements publics dans l'égalité des sexes, tout comme certaines entreprises privées font la promotion de celle-ci parce qu'elle peut être payante. Les politiques publiques peuvent appuyer une telle solution qui profite à tout le monde. Le présent exposé de politique décrit des exemples précis et les leviers qui peuvent contribuer à l'égalité des sexes et à la croissance.

DÉMARCHE

Le présent exposé est fondé sur une synthèse de la recherche sur les liens entre la croissance économique et l'autonomisation économique des femmes, menée pour élargir la base de connaissances et diffuser des messages clés. Les auteurs ont examiné 30 études originales appuyées par le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques pour les femmes (CEDEF) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, en utilisant des données probantes provenant de 50 pays. L'examen a été effectué par Sophia Kan et Stephan Klasen à l'Université de Göttingen.

Diverses méthodes ont été utilisées pour l'examen des études. Dix des études étaient des analyses transnationales. Sept études étaient des études de cas de pays axées sur l'Afrique et six, sur l'Asie du Sud. Certaines portaient particulièrement sur les moyens de s'attaquer aux obstacles à la contribution des femmes à la croissance économique. Les études ne comprenaient pas de politiques macroéconomiques à court terme, qui ont pourtant un potentiel important et pourraient constituer une priorité pour la recherche future.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

La réduction des inégalités entre les sexes peut favoriser la croissance économique

La recherche montre que la réduction de certaines formes d'inégalité entre les sexes peut favoriser la croissance économique. En particulier, la plupart des études montrent que la réduction des écarts entre les sexes dans le domaine de l'éducation a généralement porté ses fruits sur le plan économique.

S'attaquer à d'autres formes d'inégalités entre les sexes - en matière d'emploi, d'accès au travail agricole, de crédit et de pouvoir de négociation - peut également favoriser la croissance économique, mais les faits sont beaucoup moins clairs que dans le cas de l'éducation, et davantage de recherches sont nécessaires.

Les faits montrent comment les interventions visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes ont

Voici quelques exemples d'interventions réussies en matière d'autonomisation :

- Au Bangladesh, un essai comparatif randomisé à long terme a démontré que des transferts importants d'actifs et de compétences permettent aux femmes les plus pauvres de passer de la main-d'oeuvre agricole à la gestion de petites entreprises et de mieux gagner leur vie (Bandiera et coll., 2013).
- Une étude menée en Inde a révélé que l'exposition à des groupes d'entraide augmente la participation des femmes aux programmes d'épargne collective ainsi qu'à la main-d'oeuvre non agricole. Les femmes qui ont participé à cette étude étaient également plus susceptibles de participer aux décisions du ménage et de s'engager dans des activités civiques (Desai et Joshi, 2014).
- Aux Philippines, une évaluation de l'impact d'un programme de microfinancement a révélé une augmentation du pouvoir de décision des femmes au sein du ménage et une évolution vers l'achat de biens durables orientés vers les femmes (Asharaf, Karlan et Yin, 2010).

Source : Ibanez, Sahoo, Balasubramanian et Khan, 2018.

favorisé le revenu, l'éducation et le bien-être subjectif - quelques exemples sont fournis dans l'encadré ci-dessus. Cependant, les effets ne sont pas très significatifs et il n'est pas certain qu'ils auraient été similaires si les hommes avaient été ciblés dans les interventions. De plus, les données ne montrent pas si ces interventions, si elles étaient mises en oeuvre à grande échelle, favoriseraient la croissance économique.

La croissance économique peut réduire les inégalités entre les sexes, mais pas suffisamment

De même, l'examen montre qu'au fur et à mesure que les économies se développent, les femmes deviennent plus autonomes. En particulier, l'analyse transnationale montre qu'en moyenne, la participation des femmes à la prise de décisions au sein du ménage augmente avec la croissance économique.

En même temps, les attitudes discriminatoires à l'égard de la violence familiale et l'expérience de cette violence sont beaucoup plus persistantes. La même analyse transnationale montre qu'en moyenne, ces indicateurs ne s'améliorent pas à mesure que l'économie des pays se développe.

La croissance économique seule n'a pas d'effet robuste sur l'emploi des femmes dans les pays en développement. En effet, en attirant certaines femmes sur le marché du travail, l'augmentation des revenus familiaux peut amener d'autres à quitter leur emploi. Les études sur les liens entre la croissance et l'autonomisation économique des femmes tendent à se concentrer sur l'emploi des femmes, sans examiner la nature et la qualité des emplois. En

abandonnant de mauvais emplois qu'elles n'ont acceptés que pour joindre les deux bouts, les femmes peuvent améliorer leur bien-être et leur autonomie. Les études négligent aussi le double fardeau des femmes. Le défi consiste à reconnaître les contraintes des femmes lorsqu'il s'agit de prendre des décisions en matière d'emploi.

Un large éventail de facteurs sont responsables de l'écart persistant entre les sexes en matière d'emploi. L'accès à la formation et à la formation professionnelle reste important, même si les écarts globaux entre les sexes dans l'éducation ont diminué. Les recherches soutenues par le programme CEDEF révèlent que la distance peut entraver l'accès des femmes à l'emploi et à la formation, en partie à cause de leurs responsabilités familiales et, aussi, en raison des préoccupations concernant la sécurité et des limitations sociales de leurs déplacements. La recherche en Afrique du Sud a montré que les femmes sont plus susceptibles d'émigrer vers des endroits où les services publics sont plus facilement disponibles, et leur double charge et leurs responsabilités parentales sont un facteur critique, comme le souligne un autre exposé de politique du programme CEDEF. Parmi tous ces facteurs, les normes sociales - sur l'adéquation des emplois, les déplacements et la responsabilité des soins - peuvent jouer un rôle important.

Le rôle de la mobilité dans l'autonomisation économique des femmes au Pakistan

- Les chercheurs ont constaté que les femmes des régions rurales du Pendjab ne participaient pas à un programme de formation professionnelle même lorsque des allocations de voyage étaient versées. En réponse, ils ont organisé un transport de groupe pour les femmes, ce qui a permis de multiplier la participation par 2,5. La formation sur place dans le village a permis de multiplier par 4,5 le nombre de participants. Les difficultés financières étaient moins importantes que les contraintes sociales sur la capacité des femmes à accéder à la formation (Cheema et coll., 2018).
- On a constaté que les femmes qui utilisent le transport en commun à Lahore craignent fortement d'être harcelées à diverses étapes de leur trajet et à différents moments de la journée. Cela donne une idée du défi que les femmes doivent relever pour se déplacer de façon indépendante, et plusieurs rapportent qu'elles préfèrent voyager en groupe (Irvin-Erickson et coll., 2018).

La ségrégation entre les sexes persiste malgré la croissance économique

Plusieurs études rigoureuses montrent que la croissance économique ne suffit pas à elle seule à réduire la ségrégation professionnelle et sectorielle. Dans les pays pauvres comme dans les pays riches, les femmes et les

hommes ont tendance à se concentrer dans différents secteurs et types d'emplois. Cela explique en partie la persistance des écarts salariaux entre hommes et femmes. La ségrégation change peu avec le temps, malgré la croissance économique. Il y a peu de données sur les causes de cette ségrégation, mais les lois, les institutions, les normes sociales et les stéréotypes peuvent tous jouer un rôle.

Les modèles de croissance et la dynamique de l'emploi sont importants pour les débouchés économiques des femmes. La croissance fondée sur les ressources naturelles ne contribue guère à créer des emplois pour les femmes. Le secteur manufacturier axé sur l'exportation a mieux réussi à fournir des emplois aux femmes, en particulier celles qui ont un niveau d'instruction moyen. Les secteurs des services tels que la santé, l'éducation et l'administration publique ont également tendance à créer davantage d'emplois pour les femmes.

De même, la dynamique commerciale et la politique commerciale peuvent avoir un impact significatif. Dans certains cas, comme en Indonésie, les politiques commerciales ont favorisé les secteurs à forte main-d'oeuvre féminine, ce qui a aidé à améliorer les débouchés économiques et l'autonomisation des femmes. En revanche, dans d'autres cas, la libéralisation du commerce a entraîné des pertes d'emplois, parfois plus importantes chez les hommes (au Brésil), parfois plus importantes chez les femmes (en Afrique du Sud). En Inde, la libéralisation du commerce a conduit les femmes à occuper des emplois plus pénibles.

Des questions similaires se posent en ce qui concerne les changements technologiques. Bien que les modèles économiques semblent indiquer que les changements technologiques exogènes réduiront les écarts entre les sexes à long terme, il existe peu de preuves empiriques à cet égard, et les effets peuvent être aussi variés que ceux de la dynamique commerciale. Les politiques seront importantes pour garantir que le changement technologique favorise avec succès l'équité entre les sexes et le rendement économique.

RÉFLEXIONS POLITIQUE

L'autonomisation économique des femmes est de plus en plus reconnue comme une priorité clé du développement par les gouvernements et les institutions politiques et de recherche. Elle a fait l'objet d'une attention croissante parce qu'elle n'est pas seulement une fin en soi pour promouvoir le bien-être des femmes, mais aussi parce qu'elle peut en même temps promouvoir la croissance économique.

Malgré un nombre croissant de données, y compris les 30 articles produits dans le cadre du programme CEDEF, on ne comprend pas encore très bien les liens entre la croissance et l'autonomisation économique des femmes et, partant, la possibilité de proposer des solutions gagnant-gagnant. La preuve la plus évidente des solutions gagnant-gagnant concerne l'éducation : la réduction des écarts entre les sexes

dans ce domaine est susceptible de promouvoir la croissance économique.

Dans d'autres domaines stratégiques, les preuves sont moins claires. Les initiatives d'autonomisation économique et d'emploi des femmes améliorent le bien-être et les revenus, ce qui est important en soi, mais rien ne prouve que ces mesures favorisent la croissance. L'emploi, en soi, n'est pas un résultat simple et doit s'accompagner d'objectifs concernant le travail convenable et la reconnaissance de la double charge des femmes.

Inversement, la croissance économique ne garantit pas à elle seule une réduction des inégalités entre les sexes. La croissance ne réduit pas les écarts entre les sexes dans la participation au marché du travail et ne crée pas suffisamment de possibilités d'emploi dans l'ensemble. Elle ne réduit pas non plus la ségrégation entre les sexes sur les marchés du travail ou les écarts salariaux, ce qui limite les débouchés pour les femmes.

Les données soulignent l'importance d'exploiter les solutions gagnant-gagnant et les domaines potentiels suivants :

L'éducation est l'exemple le plus clair de stratégies gagnant-gagnant possibles. La formation professionnelle peut jouer un rôle particulièrement important pour faire entrer les femmes sur le marché du travail. Les données sur la ségrégation persistante du marché du travail montrent qu'il reste important que les systèmes d'éducation s'attaquent aux obstacles auxquels se heurtent les femmes - y compris les stéréotypes possibles et l'accès à la technologie.

Les **politiques de discrimination positive** peuvent aussi faciliter les liens entre croissance et égalité. Une évaluation de l'impact du programme Broad-Based Black Economic Empowerment en Afrique du Sud a révélé que des politiques de discrimination positive bien conçues peuvent aider les femmes à entrer sur le marché du travail et à accéder aux postes de direction, et réduire la ségrégation professionnelle.

Inclusion financière : La recherche appuyée par le programme CEDEF en Afrique du Sud a montré que l'accès aux services bancaires formels peut renforcer le pouvoir décisionnel des femmes au sein du ménage, ce qui, à son tour, peut accroître la probabilité de leur participation au marché de l'emploi.

Investissements dans l'infrastructure : L'utilisation des transports et des services publics diffère selon le sexe. La sécurité des transports et l'éclairage public peuvent contribuer à accroître la possibilité pour les femmes de voyager seules et de se rendre au travail. Les investissements dans l'électrification et l'approvisionnement en eau, ainsi que dans les routes, contribueront à réduire la charge de travail des femmes dans les contextes à faible revenu, leur permettant ainsi

d'accéder à des débouchés économiques et d'améliorer la qualité du temps consacré aux soins parentaux.

Garde d'enfants : Comme le décrit un autre exposé de politique du programme CEDEF, la prestation de services de garde peut être une intervention rentable et permettre de mieux exploiter les liens entre l'égalité et la croissance. Elle peut accroître la participation au marché de l'emploi et le revenu des femmes, et a d'autres effets positifs qui peuvent soutenir la croissance économique, y compris l'amélioration de l'apprentissage des enfants et la création d'emplois dans le secteur des services de garde d'enfants.

Les **normes et les attitudes sociales** empêchent souvent les femmes d'entrer sur le marché du travail et d'accéder à de meilleurs emplois. La recherche en Inde montre que la croissance des revenus et les investissements dans les infrastructures ne sont souvent pas suffisants pour permettre aux femmes d'entrer sur le marché de l'emploi. Il est urgent de comprendre les normes sociales en relation avec l'autonomisation économique, et de savoir si et comment ces normes peuvent être modifiées.

Cet exposé a été préparé par Boubou Housseini, Gillian Dowie et Arjan de Haan, à la lumière des résultats de synthèse de programme rédigés par Sophia Kan et Stephan Klasen de l'Université de Göttingen.



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Le programme **Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)** est un partenariat financé par plusieurs bailleurs de fonds et établi entre le Department for International Development du Royaume-Uni, la Fondation Hewlett, et le CRDI.

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)
Centre de recherches pour le développement international
CP 8500, Ottawa, Ontario
Canada K1G 3H9
Téléphone: +1 613-236-6163
Télécopieur: +1 613-657-7749
Courriel: grow@crdi.ca
<https://www.crdi.ca/cedef>